



RCS : NARBONNE

Code greffe : 1104

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NARBONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00098

Numéro SIREN : 810 100 511

Nom ou dénomination : 2R BAT

Ce dépôt a été enregistré le 03/08/2016 sous le numéro de dépôt 1506

2016/1A1506 le 3/8/16
2R BAT
SAS au capital fixe de 4000 euros.
19 Boulevard des Remparts
11120 MOUSSAN
RCS Narbonne 810 100 511

TRIBUNAL DE COMMERCE
NARBONNE
Regle: 06 JUL 2016

Le 20 Février 2016 à 18 heures,

au siège de la société,

Les soussignés :

- Monsieur Jean-Charles RIBO, né le 21/10/1960 à Béziers, Célibataire, de nationalité Française, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN (France).
- Monsieur Adrien RIBO, né le 6/01/1989 à Béziers, célibataire, de nationalité Française, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN (France).
- Monsieur COLS Jérôme, né le 5/03/1975 à Carcassonne, de nationalité Française, demeurant 2 Rue du Levant 11170 MOUSSOULENS (France).
- Madame BOUILHOL Sandrine, née LEMAIRE le 29/04/1977 à Lille (59), de nationalité Française, Mariée, demeurant Les Houstalous 11310 LACOMBE (France)

représentant toutes les parts sociales de la société, sont réunis pour

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Est présidée par Monsieur RIBO Adrien, l'ordre du jour est :

Cession des actions
Modification des statuts

RESOLUTION N°1 : Agrément de la cession d'actions

Après lecture la résolution suivante est soumise au vote :

Acceptation de la cession d'actions entre Monsieur COLS Jérôme et Monsieur RIBO Jean-Charles.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

RESOLUTION N°2 : Agrément de la cession d'actions

Après lecture la résolution suivante est soumise au vote :

Acceptation de la cession d'actions entre Madame BOUILHOL Sandrine et Monsieur RIBO Adrien.

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE.

RESOLUTION N°3 : Modification des statuts

Après lecture la résolution suivante est soumise au vote :

A l'issue de la cession des actions, il conviendra de modifier les statuts comme suit :

« ARTICLE 8 : Capital Social

Le capital social s'élève à la somme de quatre mille euros (4000). Il est divisé en 4000 actions de 1 € chacune, libérées à hauteur de 100%, et attribuées de la façon suivante :

- Monsieur RIBO Adrien 2000 actions numérotées de 1 à 2000
- Monsieur RIBO Jean-Charles 2000 actions numérotées de 2001 à 4000

Total des actions formant le capital social : 4000 Actions »

CETTE RESOLUTION EST ADOPTEE A L'UNANIMITE

1. The first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

2. The second part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

3. The third part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

4. The fourth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

5. The fifth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

6. The sixth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

7. The seventh part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

8. The eighth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

9. The ninth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

10. The tenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

11. The eleventh part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

12. The twelfth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

13. The thirteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

14. The fourteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

15. The fifteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

16. The sixteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

17. The seventeenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

18. The eighteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

19. The nineteenth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

20. The twentieth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

21. The twenty-first part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

22. The twenty-second part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

23. The twenty-third part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

24. The twenty-fourth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

25. The twenty-fifth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

26. The twenty-sixth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

27. The twenty-seventh part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

28. The twenty-eighth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

29. The twenty-ninth part of the paper discusses the importance of the study of the history of the United States.

Vu l'existence récente de la société, il n'est possible à ce jour d'évaluer la valeur des actions. Elles seront donc vendues à leurs valeurs d'origine, elles ne seront donc ni sur évaluées, ni sous évaluées.

La cession des parts interviendra courant mars 2016.

L'ordre du jour épuisé, la séance est levée à 19 heures. Il est dressé ce procès-verbal à signer par tous les actionnaires.

Fait à MOUSSAN, le 20/02/2016 en quatre exemplaires.

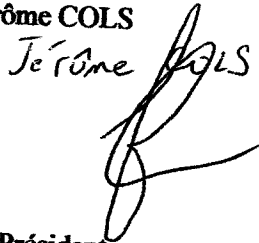
Jean-Charles RIBO



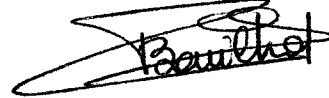
Adrien RIBO



Jérôme COLS



Sandrine BOUILHOL



Le Président,
Adrien RIBO



2016/A1506 L 3/8/16

CESSION DE PARTS

LES SOUSSIGNES :

Madame BOUILHOL Sandrine, née LEMAIRE le 29 Avril octobre 1977 à LILLE, de nationalité française, mariée, résident selon la réglementation fiscale, demeurant Les Houstalous 11310 LACOMBE(France),

Ci-après dénommé le « CEDANT » d'une part,

Monsieur Adrien RIBO, né le 6 janvier 1989 à BEZIERS, de nationalité française, célibataire, résident selon la réglementation fiscale, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN,

Ci-après dénommé le « CESSIONNAIRE » d'autre part,

Ont, préalablement à l'acte de cession d'actions, objet des présentes, exposé ce qui suit :

La société 2RBAT est une SAS au capital composé de 4000 actions de valeur nominale de 1 € chacune soit 4 000 €. Le siège social est fixé 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN. Elle est immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Narbonne sous le numéro 810 100 511 depuis le 10 Mars 2015.

Le capital intégral a été constitué par des apports en numéraire versé à la constitution de la société par :

- | | |
|------------------------------|--|
| - Monsieur RIBO Adrien | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 1 à 1000 |
| - Monsieur RIBO Jean-Charles | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 1001 à 2000 |
| - Madame BOUILHOL Sandrine | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 2001 à 3000 |
| - Monsieur COLS Jérôme | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 3001 à 4000 |

Les parts susvisées ne sont représentées par aucun titre.

CESSION DE PARTS

Madame BOUILHOL Sandrine, par ces présentes, cède sous les garanties habituelles à **Monsieur RIBO Adrien** qui accepte **mille (1000) actions** de valeur nominale de 1 € chacune portant les numéros de **2001 à 3000 inclus** lui appartenant dans la société.

Vu l'existence récente de la société, il n'est possible à ce jour d'évaluer la valeur actuelle des actions. Elles seront donc vendues à leurs valeurs d'origine, elles ne seront donc ni sur évaluées, ni sous évaluées.

Les cessions d'actions sont soumises aux droits d'enregistrement, payables par l'acquéreur dans le mois suivant la cession à l'occasion du dépôt du formulaire n°2759. Ces droits sont calculés sur le prix de cession au taux de 0,10%.

Monsieur RIBO Adrien sera propriétaire des mille actions cédées à compter de ce jour.

Monsieur RIBO Adrien sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux actions cédées.

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 1 000 € (mille euros) que **Monsieur RIBO Adrien**, a payé à l'instant même, à **Madame BOUILHOL Sandrine**, qui lui en a donné quittance.

Aucun titre représentatif des actions n'a été délivré. Conformément aux dispositions des statuts, leur propriété résulte uniquement desdits statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions des actions régulièrement consenties.

Ce prix de cession est forfaitaire et définitif et n'a pas donné lieu à de plus-value.

Cette société n'est pas à prépondérance immobilière.

SIGNIFICATION A LA SOCIETE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la société, ainsi que leur dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés. **Monsieur RIBO Jean-Charles** se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi. Le président dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

FRAIS

Les frais auxquels le présent acte donnera lieu seront supportés par la société 2R BAT pour les frais se rapportant à la cession des parts ainsi que ceux concernant la modification des statuts.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, **Monsieur COLS Jérôme** cédant, atteste que les actions, objet de la présente cession, ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la société en numéraire. Elle déclare en outre que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la société.

Fait en six originaux, dont un pour l'enregistrement et deux pour le dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait en six exemplaires originaux,

A Moussan, le 31 Mars 2016

Madame BOUILHOL Sandrine,

Le « CEDANT »



Monsieur RIBO Adrien

Le « CESSIONNAIRE »



Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE
NARBONNE

Le 04/04/2016 Bordereau n°2016/243 Case n°5

Enregistrement : 25 €

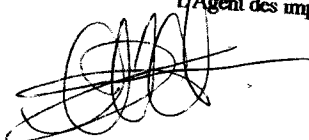
Pénalités :

Ext 662

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent des impôts



2016/1A/1506 L 3/8/16

CESSION DE PARTS

LES SOUSSIGNES :

Monsieur COLS Jérôme, né le 5 Mars octobre 1975 à CARCASSONNE, de nationalité française, célibataire, résident selon la réglementation fiscale, demeurant 2 Rue du Levant 11170 MOUSSOULENS (France),

Ci-après dénommé le « CEDANT » d'une part,

Monsieur Jean-Charles RIBO, né le 21 octobre 1960 à BEZIERS, de nationalité française, célibataire, résident selon la réglementation fiscale, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN,

Ci-après dénommé le « CESSIONNAIRE » d'autre part,

Ont, préalablement à l'acte de cession d'actions, objet des présentes, exposé ce qui suit :

La société **2RBAT** est une SAS au capital composé de 4000 actions de valeur nominale de 1 € chacune soit 4 000 €. Le siège social est fixé 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN. Elle est immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Narbonne sous le numéro **810 100 511** depuis le 10 Mars 2015.

Le capital intégral a été constitué par des apports en numéraire versé à la constitution de la société par :

- | | |
|------------------------------|--|
| - Monsieur RIBO Adrien | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 1 à 1000 |
| - Monsieur RIBO Jean-Charles | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 1001 à 2000 |
| - Madame BOUILHOL Sandrine | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 2001 à 3000 |
| - Monsieur COLS Jérôme | 1 000 € soit 1000 actions numérotées 3001 à 4000 |

Les parts susvisées ne sont représentées par aucun titre.

CESSION DE PARTS

Monsieur COLS Jérôme, par ces présentes, cède sous les garanties habituelles à **Monsieur RIBO Jean-Charles** qui accepte **mille (1000) actions** de valeur nominale de 1 € chacune portant les numéros **de 3001 à 4000 inclus** lui appartenant dans la société.

Vu l'existence récente de la société, il n'est possible à ce jour d'évaluer la valeur actuelle des actions. Elles seront donc vendues à leurs valeurs d'origine, elles ne seront donc ni sur évaluées, ni sous évaluées.

Les cessions d'actions sont soumises aux droits d'enregistrement, payables par l'acquéreur dans le mois suivant la cession à l'occasion du dépôt du formulaire n°2759. Ces droits sont calculés sur le prix de cession au taux de 0,10%.

Monsieur RIBO Jean-Charles sera propriétaire des mille actions cédées à compter de ce jour.

Monsieur RIBO Jean-Charles sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux actions cédées.

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 1 000 € (mille euros) que **Monsieur RIBO Jean-Charles**, a payé à l'instant même, à **Monsieur COLS Jérôme**, qui lui en a donné quittance.

Aucun titre représentatif des actions n'a été délivré. Conformément aux dispositions des statuts, leur propriété résulte uniquement desdits statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions des actions régulièrement consenties.

Ce prix de cession est forfaitaire et définitif et n'a pas donné lieu à de plus-value.

Cette société n'est pas à prépondérance immobilière.

SIGNIFICATION A LA SOCIETE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue de leur signification à la société, ainsi que leur dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés. **Monsieur RIBO Jean-Charles** se voit confier tous les pouvoirs en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi. Le président dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

FRAIS

Les frais auxquels le présent acte donnera lieu seront supportés par la société **2R BAT** pour les frais se rapportant à la cession des parts ainsi que ceux concernant la modification des statuts.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Pour la perception des droits d'enregistrement, **Monsieur COLS Jérôme** cédant, atteste que les actions, objet de la présente cession, ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la société en numéraire. Elle déclare en outre que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la société.

Fait en six originaux, dont un pour l'enregistrement et deux pour le dépôt en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait en six exemplaires originaux,

A Moussan, le 31 Mars 2016

Monsieur COLS Jérôme,

Le « CEDANT »



Monsieur RIBO Jean-Charles

Le « CESSIONNAIRE »



Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE
NARBONNE

Le 04/04/2016 Bordereau n°2016/243 Case n°3

Ext 660

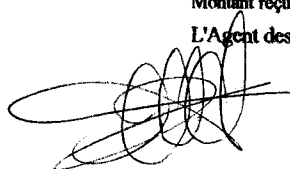
Enregistrement : 25 €

Pénalités : 3 €

Total liquidé : vingt-huit euros

Montant reçu : vingt-huit euros

L'Agent des impôts



2016/01/1506 6 3/8/16

STATUTS

2R BAT

SAS au capital de 4000 Euros

**19 Boulevard des Remparts
11120 MOUSSAN**

Le(s) soussigné(s) :

- Monsieur RIBO Adrien né le 06/01/1969 à Béziers, de nationalité Française, célibataire, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN, France
- Monsieur RIBO Jean-Charles né le 21/10/1960 à Béziers, de nationalité Française, célibataire, demeurant 19 Boulevard des Remparts 11120 MOUSSAN, France

Actionnaire(s) fondateur(s) d'une société par actions simplifiée.

ARTICLE 1 : Forme

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée.

Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L 227-1 à L 227-19 du code de commerce.

Dans le silence des statuts, il sera fait en tant que de raison, application des dispositions de la loi relative aux sociétés anonymes.

ARTICLE 2 : Dénomination

La société prend la dénomination de : **2R BAT**

Tout acte et document émanant de la société et destiné aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant et du type de son capital social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3 : Durée

La durée de la société est fixée à **20 années**, à dater de son immatriculation au registre du commerce, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 4 : Siège social

Le siège social de la société est fixé à :

19 Boulevard des Remparts, 11120 MOUSSAN.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français, par simple décision du Président, ratifiée par les actionnaires.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger s'il le juge utile.

ARTICLE 5 : Exercice social

Il commence le **1 janvier** et se termine le **31 décembre** de chaque année. Par exception, le premier exercice débutera à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et se terminera le **31 décembre 2015**.

Les opérations prévues à l'article 24 seront rattachées au premier exercice social.

ARTICLE 6 : Objet social

Dispositions générales relatives à l'objet social : Pour réaliser son objet, la société peut agir directement ou indirectement pour son compte ou celui de tiers ou encore au sein d'un GIE, avec d'autres sociétés ou personnes, et réaliser en France ou à l'étranger sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet, et notamment, commerciales, financières et industrielles.

Elle peut prendre sous toute forme, tout intérêt et participation dans toute autre société ou entreprise, française ou étrangère ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Travaux de maçonnerie, rénovation, peinture, façade, terrassement, Placoplatre, carrelage, charpente, couverture, pose menuiseries, assainissement, multi-services habitation et industriel.

ARTICLE 7 : Apports

Les apports constitutifs du capital social ont été réalisés de la façon suivante :

- Monsieur RIBO Adrien apporte la somme de

2000 Euros

- Monsieur RIBO Jean-Charles apporte la somme de

2000 Euros

TOTAL DES APPORTS NUMERAIRES :

4000 Euros

MONTANT TOTAL DES APPORTS : 4000 Euros

ARTICLE 8 : Capital social

Le capital social s'élève à la somme de quatre mille euros (4000). Il est divisé en quatre mille (4000) actions de un euro chacune, libérées à hauteur de 100%, et attribuées de la façon suivante :

- Monsieur RIBO Adrien

2000 Action(s) numérotées de 1 à 2000

- Monsieur RIBO Jean-Charles

2000 Action(s) numérotées de 2001 à 4000

TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : 4000 Action(s)

ARTICLE 9 : Modification du capital

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

ARTICLE 10 : Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

ARTICLE 11 : Cessions des actions

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

ARTICLE 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres agréments

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénoms et adresses du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au registre du commerce et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires en assemblée générale extraordinaire pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

ARTICLE 13 : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

ARTICLE 14 : Autres organes dirigeants

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaire détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

ARTICLE 15 : Conventions entre la société et ses dirigeants

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui

une telle convention est intervenue ne participe pas au vote
 Les conventions non approuvées produisent néanmoins leur effet, à charge pour le dirigeant les ayant conclues d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales. Les interdictions prévues à l'article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

ARTICLE 16 : Décisions des actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Admission aux assemblées : Chaque actionnaire a droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par son mandataire.

ARTICLE 16-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Annuelle
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Établissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle de majorité.....	Simple
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 16-2 : assemblée extraordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Selon besoin
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Établissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle de majorité.....	Majorité des 2/3
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 17 : Consultation et informations facultatives des actionnaires

ARTICLE 17-1 : assemblée ordinaire

Mode de convocation.....	Lettre RAR
Périodicité de communication.....	Selon besoin
Délai de convocation.....	8 jours
Lieu de réunion.....	Siège social
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour.....	Président
Mode de consultation.....	Consultation écrite par courrier
Procès-verbal & Registre.....	Obligatoire
Etablissement d'une feuille de présence.....	Oui
Présidence de l'assemblée.....	Président
Règle du quorum.....	Unanimité
Mode de scrutin pour les présents ou représentés.....	Main-levée
Représentation.....	Uniquement entre actionnaires
Vote par procuration.....	Envoi d'un formulaire

Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

ARTICLE 18 : Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

ARTICLE 19 : Contrôle des comptes

Commissaire aux comptes

- 1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.
- 2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier. Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.
- 3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 20 : Comité d'entreprise

Le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 21 : Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique personne morale, sans liquidation préalable.

ARTICLE 22 : Contestations

Tout différend susceptible de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, ou entre les actionnaires eux mêmes, relatif aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.

ARTICLE 23 : Engagement pour le compte de la société

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tout acte, faire toute déclaration et affirmation élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS emportera reprise de ces engagements par la société.

ARTICLE 24 : Présidence

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des actionnaires. Le premier Président est nommé par la collectivité des actionnaires à l'unanimité, par assemblée générale ordinaire.

L'actionnaire qui investit des fonctions de Président, ou qui demande son investiture, ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum, sauf en cas d'unipersonnalité d'actionnaire.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à trente jours, dûment constaté par les actionnaires, il est pourvu dans un délai de trente jours à son remplacement à l'unanimité par assemblée générale ordinaire. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 25 : Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

ARTICLE 26 : Publicité

Tout pouvoir est donné au Président, ou à toute personne qui s'y substituerait, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à MOUSSAN le 10 / 03 / 2015

Monsieur RIBO Adrien



Monsieur RIBO Jean-Charles

